ELECTIONS LEGISLATIVES : SCRUTIN DES 21 ET 28 MARS 1993

Département de SEINE-MARITIME- 1ère Circonscription



Candidat : Juan VITTET

Suppléant : Jean-Pierre THERY

"Citoyen candidat"

présenté par le Mouvement des Démocrates.

Madame, Monsieur,

Monsieur Jean-Pierre THERY et moi-même nous portons candidats à ces élections législatives dans votre circonscription.

Comme vous, nous ne sommes pas satisfaits du fonctionnement actuel de notre pays.

Aujourd'hui, nos représentants en place demeurent sans réponses aux attentes du pays. Les grandes machines électorales, éloignées des préoccupations quotidiennes des citoyens et impuissante à les prendre en charge, entretiennent, pour assurer leur maintien, l'absurdité du clivage gauche droite, négligeant d'ouvrir des perspectives praticables vers un renouveau pourtant si nécessaire.

Qui peut prétendre suppléer à ces carences et intervenir en connaissance de causes sinon les citoyens eux-mêmes se portant candidats ?

Notre candidature présentée par le Mouvement des Démocrates, soutenue par l'Union des Indépendants présidée par le Général Lacaze et parrainée par Mr Antoine Pinay, est motivée en tout premier lieu par la dureté des constats qui s'imposent aujourd'hui à nos collectivités régionales et nationale :

1. Une situation économique très dégradée qui ne permet plus à l'ensemble des nouvelles générations d'envisager un avenir mettant en oeuvre des perspectives de projets de vie usuellement reconnues comme nécessaires à la réalisation et à l'épanouissement de chacun et à la cohésion de notre société (situation personnelle, professionnelle et sociale, projet familial, constitution d'un patrimoine familial).

2. Une accumulation de dérèglements des institutions et services publics qui conduit à la mise en cause de piliers fondamentaux de l'organisation de notre vie sociale (finances publiques, éducation publique, justice, régimes de protections sociales et de santé publique, expression démocratique) et de la pérennité de ses références démocratiques.

Ces causes de fond génèrent des maux économiques et sociaux dont le cortège des effets funestes est malheureusement connu de tous :

- exclusion économique des chômeurs de longue durée, des RMIstes et des personnes en fin de droits sans ressources,

- exclusion et désintégration sociale de ces catégories fragilisées, des personnes sans domicile fixe , des familles éclatées et de l'ensemble des individus rejetés par la société de consommation,

- exclusion culturelle des jeunes que les systèmes publics de formation abandonnent trop souvent sur le bord du chemin avec des ressources et des moyens personnels trop faibles ou inadaptés pour faire face aux exigences de notre époque,

- exclusion morale qui permet aujourd'hui aux plus forts et aux mieux pourvus de préserver dans l'indifférence et en toute bonne conscience, l'exercice de leur privilèges face à la précarité et aux souffrances des plus faibles et des plus démunis,

- dissolution des identités et projets collectifs qui autorise aujourd'hui l'individualisme triomphant à s'ériger en référence de modèle social indépassable et à légitimer la société du chacun pour soi et de l'oubli de l'autre.

Un contexte de prospérité générale et de croissance économique continue comme nous l'avons connu par le passé pouvait permettre de masquer ces réalités lourdes, notre société en cours de déstabilisation ne peut que les révéler et en exacerber les différentes expressions.

Au jour d'aujourd'hui, nous pensons que seule une action collective de combat et de salut public, volontariste, entreprenante, audacieuse et déterminée peut porter le fer contre ces fléaux sociaux en cours de généralisation et vaincre l'immobilisme actuel.

Cette action doit être cadrée, selon nous, suivant les grandes orientations suivantes :

- un effort exceptionnel de SOLIDARITE SOCIALE NATIONALE est indispensable pour conduire la réintégration des exclus en grand nombre avant que ceux-ci ne forment des générations entières de déclassés du socialisme ou de sacrifiés à la loi de la jungle du marché, d'exclus à vie et de citoyens de seconde catégorie,

- une réforme de RENOVATION DES SERVICES DE L'ETAT de grande ampleur pour retrouver des services publics qui respectent leurs obligations nationales de prestation aux citoyens et pour permettre de conduire un amaigrissement sensible des structures et de la charge financière publique,

- la LIBERATION DES FORCES ECONOMIQUES directement PRODUCTIVES de richesse en mettant à jour plus particulièrement les gisements d'emplois encore aujourd'hui gelés : incitations fiscales aux emplois de proximité, à l'embauche et à la formation systématisées au sein des PME et PMI, des indépendants et des artisans et à toutes formes d'initiatives privées d'entreprises.
Dans cette matière, il n'y a pas de remède miracle à attendre. C'est l'effort de chacun , produit de la base vers les plus hauts responsables et conduit dans un contexte de libération et d'innovation qui brisera la fatalité d'une récession généralisée.
Une fiscalité de liberté doit encourager la circulation de l'argent au profit de l'investissement productif au détriment de la spéculation financière.

Pour réduire le prix de revient de la main d'oeuvre qui, trop élevé, tue l'emploi, une modernisation du financement des charges sociales et patronales par un transfert à la fiscalité indirecte est possible.

- la PROTECTION et le DEVELOPPEMENT du MILIEU AGRICOLE (les négociations internationales en cours sont totalement inacceptables dans leur forme actuelle) et des marchés intérieurs des activités industrielles et de services.
Les formes insidieuses et déloyales de concurrence et de destruction de nos appareils de production ne sont plus acceptables. Les voix qui prétendent l'absence de moyens pour obtenir le respect des règles usuelles de réciprocité préméditent de fait le bradage de nos intérêts nationaux.

- la restauration de l'APPLICATION SCRUPULEUSE DES REGLEMENTATIONS ET LEGISLATIONS en vigueur concernant le maintien des garanties de SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES et le CONTROLE DE L'IMMIGRATION,

- la mise en forme d'un grand projet de FORMATION DE LA JEUNESSE passant par la restauration des structures familiales et éducatives traditionnelles aujourd'hui très dégradées.

Plus particulièrement pour notre ville et notre région, nous souhaitons soutenir une démarche de revitalisation économique et culturelle mettant en oeuvre :

- un soutien au développement des ACTIVITÉS PORTUAIRES
- un effort particulier de mise à niveau définitive des INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT (ferrées, routières, aériennes),
- une attention particulière au développement des MOYENS DE FORMATION UNIVERSITAIRE, peu favorisés dans notre région,
- la mise en place de plans de mesures spécifiques d'ATTRACTION DES INVESTISSEURS ECONOMIQUES,
- un réexamen particulier doit être porté concernant l'application des PLANS D'URBANISME actuellement en nombre dans notre ville afin d'en garantir la qualité d'exécution et de prévenir toute tentation d'affairisme dans ce domaine si sensible,
- une politique CULTURELLE et SPORTIVE qui encourage la pratique du plus grand nombre , soutienne l'expression et l'éclosion des jeunes talents et dépasse les actions stériles d'autosatisfaction menées pour quelques-uns par des opérations de prestige coûteuses et peu utiles,
- la poursuite du développement des TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS pour permettre le désengorgement des régimes de circulation de l'agglomération rouennaise.

Rouennais depuis plus de trente ans, ingénieur de formation, ayant depuis toujours soutenu l'action du mouvement gaulliste, connaissant bien les problèmes spécifiques de notre ville et de notre région, je souhaite pouvoir dans un avenir proche promouvoir et développer activement la mise en oeuvre de l'ensemble de mes propositions détaillées et ainsi participer à la formation d'un mouvement salutaire de renouvellement et de renouveau pour notre ville, notre région et notre communauté nationale.

Vu, le candidat

VDN